

dc-europe

bulletin

N° 8/72

22 juin 1972

424.91

Sommaire:

	<u>Page</u>
LA RECHERCHE EUROPEENNE : LES ECHECS SUCCESSIFS DU PRAGMATISME par Jean-Pierre Glesener	1
BUDGET 1973 DU PARLEMENT EUROPEEN DANS LA PERSPECTIVE DE L'ELARGISSEMENT par Heinrich Aigner	4
LA FIXATION DE NOUVELLES PARITES MONE- TAIRES ET LES MESURES DE COMPENSATIONS POUR L'AGRICULTURE	6
RESULTATS DE LA VISITE EFFECTUEE A WASHINGTON PAR UNE DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN	9
L'HUILE VIRGINALE OU LES GAIETES DE LA BUREAUCRATIE COMMUNAUTAIRE	13
COMMUNIQUE DE PRESSE PUBLIE A L'ISSUE DE LA CONFERENCE REUNISSANT LE BUREAU DU GROUPE DC DU PARLEMENT EUROPEEN ET LES REPRESENTANTS DES GROUPES DC DES PARLEMENTS NATIONAUX DES ETATS MEMBRES	15
NOUVELLES BREVES	16

Editeur: Groupe démocrate-chrétien du Parlement européen

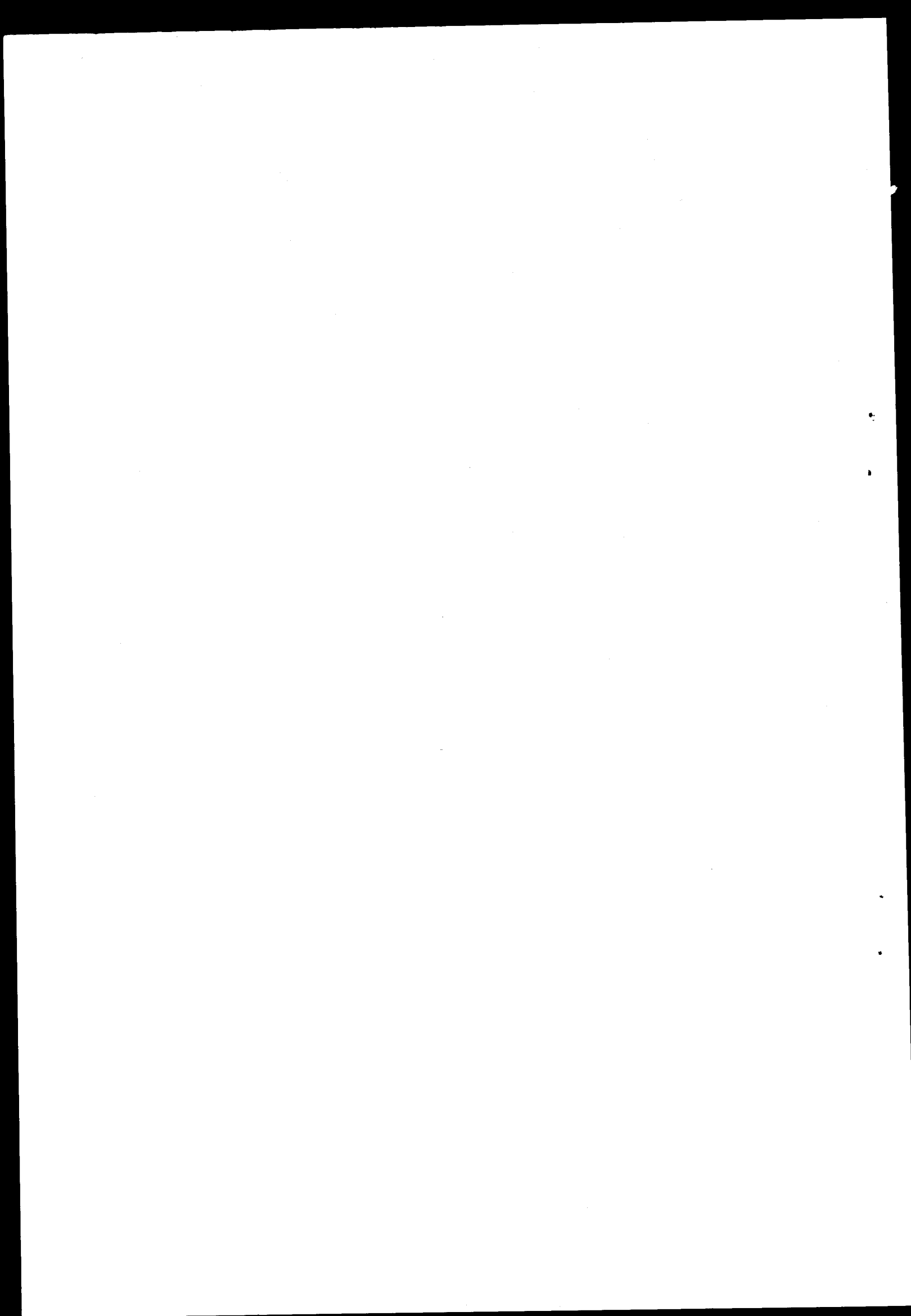
Responsable des articles: Friedrich Fugmann (A l'exception des articles signés, qui engagent la responsabilité de leur auteur)

Adresse: Luxembourg - Centre européen - Plateau du Kirchberg / Téléphone: 477.11 / Téléc: 494 PARLEURO L

Prix de l'abonnement annuel: 100 FB

Banque: Caisse d'Épargne de l'État, Luxembourg, n° 1002/9903-8

Publication bimensuelle/Reproduction - avec ou sans indication de source - souhaitée (Prière d'envoyer un exemplaire justificatif)



LA RECHERCHE EUROPEENNE : LES ECHECS SUCCESSIFS DU PRAGMATISME

par Jean-Pierre GLESENER

Les Chefs d'Etat ou de gouvernement des Six, lors de la Conférence de La Haye, en décembre 1969, avaient proclamé hautement leur intention de relancer la construction européenne dans tous les domaines. L'activité technologique de la Communauté n'avait pas été oubliée de ces déclarations d'intentions, et le sommet avait affirmé son intention, d'une part, de coordonner et d'encourager la recherche et le développement industriel dans les principaux secteurs de pointe, d'autre part, d'élaborer à bref délai pour la Communauté européenne de l'énergie atomique un programme de recherches conçu selon les exigences de la gestion industrielle moderne et permettant d'assurer l'utilisation la plus efficace du Centre Commun de Recherche.

A l'heure actuelle, comment les promesses ont-elles été suivies d'effets ? Peut-on raisonnablement dire qu'un progrès réel a été enregistré, alors que les Six, malgré "l'esprit de La Haye" n'ont pas réussi cette année encore à se mettre d'accord sur un programme pluriannuel de recherches pour Euratom ? Le Centre Commun de Recherche en est réduit, depuis 1967, à survivre grâce à de maigres budgets annuels (le dernier n'ayant d'ailleurs été adopté qu'en avril), qui ne permettent aucune action cohérente et de longue haleine.

Devant cette incapacité du Conseil de Ministres de la Communauté à respecter les délais qu'il s'était lui-même fixé et à appliquer les décisions de principe qu'il avait prises, la Commission elle-même vient de porter un nouveau coup à la recherche européenne en décidant l'arrêt du réacteur expérimental ESSOR et du programme de recherche HFR. Plus de 400 licenciements ont été décidés parmi les chercheurs du Centre Commun de Recherche.

Le Parlement européen s'est toujours préoccupé de l'avenir de ces secteurs fondamentaux que sont la recherche et la technologie, affirmant qu'ils constituaient "un élément fondamental du développement de l'économie européenne", et qu'il était urgent "de passer des initiatives particulières et dispersées à une politique systématique s'insérant dans un programme d'expansion de l'économie européenne".

Puisque le Conseil des Ministres des Six n'a pas pu, ou pas voulu, faute de volonté politique, doter la Communauté d'un programme d'envergure, alors qu'elle dispose en la matière de précieux outils de travail, la seule solution apparaît donc, comme en ont manifesté le souhait les parlementaires européens le 15 juin dernier, "de transférer dans le plus bref délai des pouvoirs de co-décision législatifs en la matière au Parlement européen".

On trouve encore une preuve de cette insuffisance institutionnelle de la Communauté quand on examine de près les sept accords de recherche (accords COST) signés par divers pays d'Europe, en conclusion de la Conférence des ministres européens qui a eu lieu le 23 novembre 1971 à Bruxelles. Ces accords de coopération en matière de recherche ne couvrent que des secteurs assez restreints de la recherche (réalisation d'un réseau informatique européen, matériaux pour les usines de dessalement de l'eau de mer, etc...); néanmoins ils doivent être approuvés car ils constituent un premier pas vers l'établissement d'une recherche européenne. Seize pays européens ont signé un ou plusieurs de ces accords. La Communauté européenne en tant que telle a signé l'un de ces accords au titre du Traité d'Euratom, et deux autres au titre du Traité de la CEE. Or dans deux de ces cas (c'est-à-dire à l'exception de l'accord sur la mise en oeuvre d'une action européenne dans le domaine des nuisances sur le thème "recherches sur le comportement physico-chimique de l'anhydride sulfureux dans l'atmosphère") il est clair, malgré ce qu'en a décidé le Conseil des Ministres, que les Traités de Rome n'accordent pas à la Communauté les compétences nécessaires pour participer à ces recherches.

Quelles conclusions en tirer, sinon que le Conseil des Ministres préfère aller jusqu'à violer certaines dispositions des Traités plutôt que d'utiliser les moyens normaux d'élargissement des compétences communautaires, par le biais de l'article 236 ou même de l'article 235 du Traité de Rome.

C'est là une absence manifeste de volonté politique, alors qu'il serait logique de donner à la Communauté une compétence générale pour les problèmes de la recherche. Dans ce cas précis, comme d'ailleurs dans les autres domaines (politique régionale notamment), le Conseil des Ministres doit prouver qu'il est capable d'agir en législateur.

Car, si le pragmatisme est nécessaire dans la construction européenne, cela n'empêche pas qu'il soit nécessaire de tirer toutes les conséquences constitutionnelles et institutionnelles des progrès ainsi réalisés, sous peine d'aboutir à des échecs et à des reculs.

N.B. M. GLESENER (député luxembourgeois, membre du groupe démocrate-chrétien du Parlement européen, membre de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, a été chargé par cette commission de présenter un rapport au Parlement européen sur le programme de recherche d'Euratom et les accords COST. Ce rapport a abouti au vote d'une résolution par le Parlement européen, dans sa séance du jeudi 15 juin 1972

BUDGET 1973 DU PARLEMENT EUROPEEN DANS LA PERSPECTIVE
DE L'ELARGISSEMENT

par M. Heinrich AIGNER (1)

Le 14 juin, le Parlement européen, en vertu des pouvoirs souverains qu'il détient durant la période dérogatoire jusqu'en 1975, et conformément aux décisions prises en liaison avec le traité du 22 avril 1970 portant modification de certaines dispositions budgétaires, a arrêté son budget pour 1973.

Les dépenses prévues se montent à 23.848.000 u.c. contre 14.087 en 1972 (sans budget supplémentaire), ce qui signifie un taux d'accroissement de 69 %. 300 nouveaux postes sont prévus à l'organigramme ; l'extension apportée à l'organigramme pour les exercices 1972 et 1973 aboutit à la création de 420 nouveaux postes au total. Le titre, où figurent les crédits destinés au financement des indemnités journalières et des frais de voyage des représentants du Parlement européen (qui par ailleurs ne perçoivent aucune indemnité parlementaire fixe), a bénéficié d'une augmentation de 20 %, afin de permettre une adaptation des dispositions relatives aux indemnités, qui n'ont pas été modifiées depuis 1969, à la hausse des coûts intervenus entretemps. Tels sont les principaux points qui, aux yeux d'une opinion publique critique, pourraient faire l'objet d'attaques, si l'on faisait abstraction des circonstances particulières qui ont déterminé la décision du Parlement européen.

A partir du 1er janvier 1973, le Parlement européen comptera 208 députés au lieu de 142, si des parlementaires des 4 pays candidats font leurs débuts sur la scène politique de la Communauté. Pour la majeure partie d'entre eux, soit environ 300, les nouveaux postes créés ont pour seul objet d'assurer à un Parlement doté de sept langues officielles les mêmes conditions de travail que celles qui lui étaient garanties jusque là alors que les langues officielles étaient au nombre de quatre. Les dépenses occasionnées par l'introduction d'un régime de sept langues, la transformation des salles de réunion et la réalisation de nouvelles installations techniques, sont évaluées à 5,8 millions d'unités de compte. Ces dépenses sont une conséquence de la décision politique fondamentale d'accorder à chaque représentant le droit d'exposer les problèmes et de défendre les intérêts de ses électeurs sans se heurter à une barrière linguistique.

On ne peut pas non plus faire valoir que le développement de l'administration du Parlement européen que l'extension de la Communauté rend nécessaire aurait pu être réalisée après une certaine période de rodage : les travaux parlementaires de la Communauté des Dix

débuteront le 1er janvier 1973 et il importe donc de prendre dès à présent les dispositions indispensables. La décision de bloquer les emplois nouvellement créés et de ne les utiliser qu'après examen des besoins par la commission des finances, permettra d'éviter que l'accroissement des effectifs n'intervienne avec une hâte préjudiciable.

Le Parlement européen qui a adopté jusqu'ici une attitude plus réservée en matière de personnel se trouve dans une situation plus favorable que le Conseil et la Commission. C'est pourquoi il lui a été possible d'insérer l'accroissement de personnel nécessité par l'élargissement dans une vision équilibrée de l'amélioration du fonctionnement de ses services et d'éviter la création de nouveaux emplois pour de simples motifs de parité.

Le budget 1973 du Parlement européen crée les conditions requises pour que le Parlement de la Communauté élargie puisse exercer son activité au service de l'intégration européenne.

Du point de vue économique, le caractère optimal de l'utilisation des crédits pourrait être mis en doute tout au plus sur un point : le Parlement européen pourrait travailler de manière plus rentable et plus rationnelle, si tous les organes européens disposaient d'un siège unique, ce qui éviterait en partie la fatigue et les frais occasionnés par les voyages. L'adoption par les organes compétents en matière de révision des traités d'une telle mesure serait accueillie avec joie par le Parlement européen, car elle répondrait aux vœux et aux demandes réitérées de celui-ci.

(1) M. Heinrich AIGNER (Allemagne, Groupe d.c.) est rapporteur de la commission des finances et des budgets pour l'état prévisionnel du P.E. pour l'exercice 1973

LA FIXATION DE NOUVELLES PARITES MONETAIRES
ET LES MESURES DE COMPENSATION POUR L'AGRICULTURE

Après la décision du 9 mai 1971 sur la libération du cours du D-Mark, le Conseil a, comme on le sait, arrêté un règlement prévoyant, pour l'agriculture, des mesures destinées à compenser les effets du flottement des cours de change (règlement n° 974/71). Ce règlement habilite les Etats membres à prélever ou à accorder, selon le cas, de l'exportation ou de l'importation de produits soumis aux règlements du marché agricole de la C.E.E. Le même règlement a habilité la Commission à modifier, pendant la durée du flottement, les montants compensatoires d'après l'écart correspondant. Selon l'article 8 du règlement, celui-ci est applicable jusqu'à ce que les Etats membres intéressés en reviennent à une parité fixée selon les dispositions du Fonds monétaire international. Ces mesures transitoires s'imposaient, car, sans elles, le niveau effectif des prix agricoles, suivant les mouvements monétaires aurait chancelé. Les prix agricoles sont, comme on le sait, exprimés en "dollars verts", dont la valeur d'échange est égale, d'après le règlement n° 129/62, à celle d'une quantité fixe d'or, qui, à l'origine, correspondait à la valeur d'un dollar US. Cette monnaie ayant été dévaluée officiellement au printemps de 1972 en vertu des décisions monétaires du 18 décembre 1972, l'unité de compte de la C.E.E. s'est automatiquement détachée du dollar; sa valeur d'échange par rapport au dollar correspond aujourd'hui à un dollar plus le taux de dévaluation du dollar. Les prix agricoles ne sont donc pas touchés par cet événement, mais par les modifications des parités monétaires entraînées par les accords du 18 décembre 1971: réévaluation de 4,61 % du D-Mark et de 2,76 % des monnaies des pays du Bénélux ainsi que dévaluation de 1 % de la lire italienne, la parité du franc français restant inchangée. Bien que déjà en vigueur dans la pratique, ces modifications monétaires ne joueront officiellement un rôle, qu'après leur notification au Fonds monétaire international, démarche qui reste encore à faire. Comme à partir de cette date il sera caduc et qu'il est impossible de faire supporter aux agriculteurs concernés par la mesure les pertes de revenus dues aux mesures monétaires, ce règlement doit être remplacé par un régime de mesures compensatoires rendues nécessaires par l'évolution monétaire. Voilà l'historique et la raison d'être de la proposition de la Commission en vue d'un règlement relatif à certaines mesures à prendre pour l'agriculture, à la suite de l'évolution de la situation monétaire,

proposition dont le Parlement européen a délibéré, à Strasbourg, au cours de sa séance du 16 juin et sur lesquelles les ministres de l'agriculture, à la session que le Conseil a tenue le 20 juin à Luxembourg, n'a toujours pas pu s'accorder.

La proposition de règlement prévoit, pour l'essentiel, que les prix d'intervention seront augmentés, dans la République fédérale, proportionnellement à la réévaluation officielle de 4,61 % du DM, et, dans les pays du Bénélux, de 2,76 %; des augmentations parallèles affecteront les interventions concernant les produits autres que ceux pour lesquels il existe des organisations de marchés. En vertu de l'article 3 du règlement, le taux de compensation de 4,61 % sera abaissé, avec effet au 1er juillet 1972, à 2,76 % (soit le taux de compensation pour les pays du Bénélux), cependant que la République fédérale est habilitée à compenser cet abaissement par des mesures nationales d'aide (l'on songe surtout ici à une compensation des revenus par le canal de la taxe sur la valeur ajoutée). Les mesures de compensation ne devront valoir que pour une période limitée et, progressivement, être supprimées de telle façon que le niveau commun des prix agricoles soit rétabli.

Le groupe DC du Parlement européen a unanimement critiqué surtout le fait que l'on impose aux agriculteurs allemands un abaissement du taux de compensation à 2,76 % à partir du 1er juillet 1972, alors qu'il est impossible de mettre en oeuvre pour cette date, une réglementation de la taxe sur la valeur ajoutée qui puisse compenser la différence. C'est pourquoi le groupe DC a présenté une proposition de modification subordonnant l'abaissement à la date à laquelle pourront être mises en vigueur les mesures nationales de compensation nationale via la taxe sur la valeur ajoutée, cette date ne pouvant toutefois être postérieure au 1er novembre 1972. Si M. Scarascia-Mugnozza, commissaire à l'agriculture, a affirmé que la date, fixée par lui, du 1er juillet ne devait pas être considérée comme un ultimatum, il est cependant indéniable que la Commission entend maintenir, en tant que moyen de pression politique, le terme qu'elle a proposé.

Ladite proposition de règlement de la Commission comportait un autre élément politique. Le règlement n° 653/68 prévoit, en son article 3, que le Conseil doit se réunir dans les trois jours suivant l'annonce officielle de la modification d'une parité monétaire, afin de décider, si, et dans quelle mesure, la valeur de l'unité de compte doit être modifiée. Or, la Commission laisse déjà entrevoir dans l'exposé des motifs de sa proposition de règlement qu'une modification de la valeur de l'unité de compte n'est pas envisagée, alors qu'au

printemps encore M. Mansholt avait déclaré, devant la commission de l'agriculture du Parlement européen, que l'on songeait à relever la valeur de l'unité de compte jusqu'à une valeur moyenne des mouvements des monnaies de la Communauté. Vraisemblablement, la Commission s'est heurtée à un mur auprès de certains Etats membres, et la réunion que le Conseil doit tenir en vertu du règlement n° 653/68 n'a manifestement plus signification formelle, puisqu'il est déclaré, dans ce document, que la valeur de l'unité de compte ne sera pas modifiée. Cependant, le retour au prix agricole commun eût certainement été plus facile si l'on avait envisagé un relèvement de la valeur de l'unité de compte : les pays qui ont dû réévaluer leur monnaie, auraient ^{baisser} vu moins sensiblement les prix agricoles, exprimés en unités de compte, et, pour les pays qui ont dû dévaluer leur monnaie ou qui n'ont pas été obligés de réagir, la hausse du niveau des prix agricoles eût été modérée. Mais il ne faut pas méconnaître que ces mesures auraient évidemment soulevé de gros problèmes, non seulement pour les Etats membres, mais aussi pour les pays candidats à l'adhésion.

M. Héger (démocrate-chrétien), ancien ministre de l'agriculture de Belgique et rapporteur de la commission de l'agriculture du Parlement européen sur la proposition de résolution, a souligné, à juste titre, que le dilemme rendu permanent par les mouvements monétaires, du prix agricole commun ne pourrait trouver une solution définitive que par une réalisation accélérée de l'union économique et monétaire. Les déclarations de M. Richartz (Allemagne, démocrate-chrétien), qui a défendu la modification proposée par le groupe, aboutirent aux mêmes conclusions. Tant que la fixation des prix agricoles en monnaies nationales dépendra de facteurs arbitraires et déterminés en dehors de la politique agricole, et tant que l'on n'aura pas créé une unité de compte véritablement européenne, qui ne repose pas sur des relations d'échange fictives - fictives, du moins, depuis la scission du marché de l'or et le retrait de la promesse américaine de couverture de l'or -, subsistera un facteur d'insécurité lourd de conséquences pour la politique agricole de la C.E.E. L'adoption par le Parlement européen unanime de la proposition de modification présentée par le groupe DC prouve qu'en cas de besoin, le sens de la justice à l'égard de tous les agriculteurs européens l'emporte sur le souci de maintenir des positions communes dont la valeur est douteuse si elle ne conduisent pas à une compensation fondée sur le droit et l'équité.

RESULTATS DE LA VISITE EFFECTUEE A WASHINGTON
PAR UNE DELEGATION DU PARLEMENT EUROPEEN

Du 29 mai au 2 juin, une délégation du Parlement européen, ayant à sa tête M. Wilhelmus J. Schuijt, vice-président du Parlement européen (Pays-Bas, chrétien-démocrate), a séjourné à Washington où elle rendait au Congrès américain, la visite que des membres du Congrès avaient effectuée auprès des institutions communautaires, (autres membres du groupe démocrate-chrétien participants : M. Giovanni Boano, (Italie), M. Maurice Dewulf (Belgique) ainsi que MM. Linus Memmel et Hans Richarts, (République fédérale). A l'issue des entretiens, les membres du Congrès américain et les parlementaires européens ont adopté une déclaration commune qui met l'accent sur l'importance que revêt pour l'amélioration de la compréhension mutuelle l'organisation de réunions régulières entre parlementaires européens et parlementaires d'outre Atlantique. Suivant cette déclaration, il existe au sein du Congrès américain beaucoup de bonne volonté en faveur d'une Europe forte et intégrée, même si cette unité est de nature à mettre en question certaines conceptions actuelles d'intérêts nationaux ou régionaux.

MM. Schuijt et Richarts ont résumé les résultats des entretiens, le premier en ayant plus particulièrement en vue les problèmes monétaires et commerciaux ainsi que la coopération en matière d'aide au développement, le second en ayant ses considérations sur la politique agricole. Ci-dessous, quelques extraits de ces exposés :

M. Schuijt

En ce qui concerne les questions monétaires et commerciales, d'une manière générale, deux conceptions se sont fait jour. De l'avis de la délégation européenne, il importe de régler en priorité les problèmes monétaires, si l'on veut résoudre les problèmes du commerce mondial.

Du côté américain, on a maintenu le point de vue selon lequel il est possible d'assurer un parallélisme rigoureux entre les négociations à mener dans le secteur monétaire et celles qui ont trait au secteur commercial. Les conversations ont parfois été influencées par le problème du "partage des charges".

Aux observations que nous avons émises concernant les répercussions de la situation actuelle, plus graves pour l'Europe qu'elles ne le sont pour les Etats-Unis, notamment si l'on considère que 55 milliards de dollars "vagabondant" en Europe perturbent le cours normal des relations commerciales, il nous fut répondu qu'il ne fallait pas compter qu'une conversion du dollar, même partielle, soit autorisée et que l'Administration américaine se souciait avant tout de résoudre ses problèmes. A ce sujet on a rappelé les événements dramatiques du Vietnam et l'existence de 6 millions de chômeurs aux Etats-Unis.

Par ailleurs, le comité des conseillers économiques de la Maison Blanche a pour sa part fait remarquer que les mesures décidées par le gouvernement de l'année passée (restrictions des importations, blocage des salaires et des prix) viennent seulement de porter leurs fruits et que le climat économique paraît s'améliorer.

En ce qui concerne les problèmes de l'aide au développement, la position américaine a été carrément négative. Les parlementaires américains se sont dit conscients de ce que les Etats-Unis ne viennent qu'en 12^e ou 13^e position dans l'ordre des pays qui fournissent une aide et de ce qu'ils consacrent à l'heure actuelle 0,5 % de leur revenu national à l'aide privée ou publique, alors qu'un taux de 1 %, que les Etats membres de la Communauté s'efforcent d'atteindre, a été fixé comme objectif pour la présente décennie. Cette attitude négative a été motivée par les raisons suivantes :

1. l'ère de la guerre froide étant révolu, on fera foi en la vertu de l'aide au développement comme instrument de lutte contre le communisme ;
2. les déficits budgétaires au niveau fédéral ;
3. les perturbations de la balance commerciale et de la balance des paiements ;
4. le problème du chômage ;
5. une certaine tendance à se sentir moins concerné que dans le passé par l'actualité mondiale.

La délégation a bien entendu présenté la proposition concernant les préférences généralisées et exposé le problème des accords internationaux relatifs aux produits de base. Les préférences ont fait l'objet d'un jugement des plus sévères de la part des parlementaires américains, aux yeux desquels elles représentaient moins une aide au développement qu'un instrument commercial.

Dans cet ordre d'idée, la politique d'association de la Communauté a été elle aussi vivement prise à partie. Nous avons cité les chiffres dont il ressort que cette politique n'a porté préjudice à aucun pays tiers. Cette conversation a montré qu'il n'existait aucune base commune pour la mise sur pied d'une politique dans ce domaine.

La visite de la délégation a eu lieu à un moment très propice. Au sein de la Chambre des Représentants et, notamment, de sa commission des affaires étrangères, on tend de plus en plus à s'occuper de politique étrangère beaucoup plus que par le passé. Rappelant un vieux dicton, les parlementaires ont fait observer que l'on attribue trop d'importance à la politique étrangère pour la livrer aux seuls soins de l'Administration. De notre côté, nous avons insisté sur la nécessité de modifier les modalités et le caractère des relations entre les Etats-Unis et la Communauté.

Durant l'après-guerre, les relations permanentes entre les Etats-Unis et l'Europe avaient pour principal objet des problèmes de sécurité et des problèmes posés par l'OTAN. Ces relations ont été notamment déterminées par les pouvoirs dont disposaient la Communauté dans les secteurs économiques et monétaires. Nos interlocuteurs américains, y compris M. Irwin, secrétaire d'Etat, ont déclaré partager cette opinion.

Sans que la délégation ait examiné la question ou ait engagé des conversations à ce sujet, certaines conversations privées n'ont donné l'impression - telle est du moins mon opinion personnelle - qu'une tendance au désengagement est en train de s'esquisser, qui pourrait être le signe avant-coureur d'un nouvel isolationisme.

Nos interlocuteurs paraissaient en avoir conscience et souhaitent établir des contacts avec le Parlement européen précisément pour renverser cette tendance. Lors d'un déjeuner qui réunissait les parlementaires, M. Morgan, président de la commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants, a souligné l'importance de ce problème. L'Administration (tout au moins certains de ses secteurs tels que le ministère du commerce, le département d'Etat et la Maison Blanche), a témoigné d'une certaine compréhension pour ce point de vue.

Personne n'a défini en termes plus clairs et plus justes, l'essentiel du problème que ne l'a fait M. Peterson. Le secrétaire au commerce a notamment déclaré : "Les relations futures entre les Etats-Unis d'Amérique et les Communautés européennes doivent prendre la forme d'une association réunissant sur un pied d'égalité des nations fortes et démocratiques qui ressentent l'obligation de contribuer activement à la création d'un monde de plus en plus ouvert, association qui est venue à maturité et qui doit être maintenue à force d'imagination."

oooooooooooo

Monsieur Richarts

La politique agricole a dominé les conversations. Le Secrétaire à l'agriculture a commenté son budget : celui-ci s'élève à quelque 16 milliards de dollars, dont 4 milliards sont consacrés à la diminution du prix des denrées alimentaires, 4,5 milliards au soutien des prix, et le reste à la recherche, au reboisement, etc. dans le cadre du soil conservation service (service de conservation des sols). Des mesures de protection ont été adoptées en faveur de produits d'exportation importants, tels que le blé, le coton et les céréales fourragères. Les Etats-Unis participent au commerce mondial à raison de 80 % pour le soja, de 50 % pour le blé tendre, de 50 % pour les céréales fourragères et de 33 % pour le coton.

Au ministère de l'agriculture on a indiqué, non sans une certaine fierté, que les exportations agricoles américaines avaient doublé en l'espace de trois ans, qu'elles représentaient actuellement une valeur de 7,8 milliards de dollars et que celle-ci atteindrait prochainement les 10 milliards. L'Amérique - fut-il ajouté - dispose encore d'importantes réserves non utilisées, notamment de céréales fourragères, y compris le maïs.

L'ordre de grandeur des montants versés à certains agriculteurs au titre de soutien des prix, dépasse de loin celui des montants alloués en Europe. Il arrive que, dans certains cas d'espèce, un agriculteur perçoive un montant annuel de 100.000 dollars et plus. Mais il faut ajouter que dans la majorité des cas, les agriculteurs, et particulièrement ceux qui produisent des fruits, des légumes ou des produits agricoles spéciaux, ne bénéficient d'aucune subvention. De même, les éleveurs de bétail ne jouissent pas de la protection qui est réservée à la production de transformation dans le cadre de l'organisation des marchés communautaires. La politique agricole américaine est donc orientée en fonction des produits. Elle fournit une aide substantielle et constante à une minorité de producteurs, et ignore tous les autres. Inspirée par la politique commerciale, elle ne saurait s'appliquer à l'agriculture européenne. Moins efficace que la politique agricole commune, elle n'en a pas le caractère humain. La délégation a pu opposer à ses interlocuteurs américains la résolution du Parlement européen sur les propositions modifiées de la Commission des Communautés européennes relatives à la réforme de l'agriculture (plan Mansholt), dont un passage est libellé en ces termes :

"Le Parlement européen réaffirme le point de vue selon lequel l'homme et son sort doivent demeurer au centre de toutes les préoccupations ; que l'ensemble de la mutation structurelle doit dans toute la mesure du possible être conçue en fonction des impératifs sociaux ; que le but d'une réforme des structures est de créer les préalables d'une amélioration progressive et durable du revenu agricole".

Les conversations avec les spécialistes de politique agricole du Congrès ont donné l'impression qu'ils jugeaient la politique agricole de la Communauté plus favorable à l'agriculteur américain, que la politique agricole du gouvernement américain.

L'accord était visiblement davantage réalisé entre les hommes politiques de la Communauté et d'outre-Atlantique qu'il ne l'était entre les membres du Congrès et l'administration américaine. Aux Etats-Unis, la politique agricole est certainement plus favorable aux consommateurs qu'elle ne l'est en Europe. Son efficacité pour l'agriculture est toutefois moins marquée, en raison notamment du fait que 13 à 14 % de la population de la Communauté continuent de travailler dans l'agriculture, alors que ce taux n'atteint plus que 4 % aux Etats-Unis. Cette différence montre aussi que le poids politique de l'agriculture l'emporte dans la Communauté. Au sein de celle-ci, la politique agricole comporte un éventail de mesures bien plus larges qu'aux Etats-Unis où l'on commence seulement aujourd'hui, alors que les régions rurales sont déjà désertées et les villes de la côte atlantique surpeuplées, à instaurer des mesures de politique régionale, à créer des emplois dans les régions rurales, et à procéder à la réadaptation professionnelle des travailleurs.

La délégation s'est élevée contre le vœu, exprimé par l'administration américaine, d'encourager en Europe l'expansion des produits de transformation et de réduire la production du sol, notamment la production de blé tendre et de céréales fourragères, et cela au bénéfice d'un accroissement de la production de blé tendre et de céréales fourragères aux Etats-Unis.

Les Américains ont été impressionnés par le fait que, faisant abstraction des frontières nationales et idéologiques, les hommes politiques européens compétents en matière agricole ont défendu une position identique. L'échange de vues était certainement fructueux pour les deux parties. Il ne manquera pas d'être poursuivi.

L'HUILE VIRGINALE

OU LES GAJETES DE LA BUREAUCRATIE COMMUNAUTAIRE

"Le Conseil ... a décidé de consulter, conformément à l'article 43 du traité, le Parlement européen sur ce projet ... Le Conseil attacherait du prix à ce que l'Assemblée veuille bien rendre son avis dans les meilleurs délais".

C'est une proposition de modification à la version allemande de l'annexe du règlement portant établissement d'une organisation commune des marchés dans le secteur des matières grasses qui est à l'origine de cette consultation. Un traducteur ayant pris au pied de la lettre les dénominations "huile d'olive vierge" et "huile d'olive courante", les avait rendues en allemand par "Jungfernöl" (huile virginale) et "handelsübliches Öl" (huile de qualité marchande).

La première appellation devant manifestement laisser le consommateur allemand dans la plus complète perplexité (l'huile virginale est-elle à l'usage exclusif de la vierge ? ou, sorte de fontaine de jouvence, restitue-t-elle la virginité à ceux qui l'emploient ? ou encore renferme-t-elle en elle-même cette haute vertu ?), la Commission, usant de son droit d'initiative, se résolut à une révision déchirante des textes.

Le Conseil, lui qui n'est guère coutumier de tant d'empressement, estima indispensable de consulter les représentants des peuples sur cette modification, sans pour autant se préoccuper de savoir si on n'exigeait pas trop des parlementaires des cinq autres Etats membres en leur demandant de se pencher sur un problème aussi spécifiquement allemand.

Le Parlement, soucieux de ^{garder} ses prérogatives et de se prononcer quand il en a le droit, renvoya la proposition en commission. Celle-ci, comme il se doit, désigna un rapporteur et l'Assemblée, en séance plénière, adopta à l'unanimité le règlement proposé par l'exécutif. Rien ne s'oppose plus maintenant à ce que le Conseil lève l'équivoque dans laquelle se trouvaient enfermées l'huile et la vierge à la suite du fait qu'en langue romane un même mot peut, à la fois, servir de nom et d'adjectif.

Les événements qu'on vient de décrire ont au moins le mérite de montrer de façon exemplaire combien la coordination entre les institutions communautaires est harmonieuse et à quel point les

textes du traité sont respectés. Bien entendu, on ne saurait en tirer des conclusions quant à la teneur des autres propositions de la Commission.

Ce qu'il faudrait, c'est qu'ils amènent les responsables à réfléchir sur les moyens qui permettraient d'éviter que pour une simple erreur de traduction ou pour une modification minime des textes, toute la machine communautaire ne doive être mise en branle.

COMMUNIQUE DE PRESSE

PUBLIE A L'ISSUE DE LA CONFERENCE REUNISSANT LE BUREAU DU GROUPE
DEMOCRATE-CHRETIEN DU PARLEMENT EUROPEEN ET LES REPRESENTANTS DES
GROUPEES DEMOCRATES CHRETIENS DES PARLEMENTS NATIONAUX DES ETATS
MEMBRES

Sous la présidence de M. Hans-August LÜCKER, (Président du Groupe démocrate-chrétien du Parlement Européen) a eu lieu le 9 juin à Bruxelles une réunion du Bureau du Groupe démocrate-chrétien avec les représentants des groupes démocrates-chrétiens des parlements nationaux des Etats-membres de la Communauté, en présence notamment de M. Hubert LEYNEN (Belgique), Président des groupes démocrates-chrétiens de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe et de l'Assemblée de l'U.E.O.

Un échange de vues a eu lieu sur le rapport de M. Josef MÜLLER, rapporteur de la commission politique du Parlement européen, sur la Conférence au sommet des Chefs d'Etat ou de gouvernement, et notamment sur la partie de ce rapport qui concerne les propositions en faveur de l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen.

La discussion a montré une étroite convergence de vues. Il est apparu qu'il serait préférable de renoncer à une Conférence au sommet plutôt que de vider de leur contenu les points que le Parlement souhaite voir à l'ordre du jour de la Conférence. Les suggestions faites au Groupe démocrate-chrétien concernant l'importance et la priorité des thèmes à traiter par la Conférence au Sommet seront reprises par le Groupe démocrate-chrétien dans le cadre des débats parlementaires au sein du Parlement Européen. Ces thèmes concernent en premier lieu les décisions relatives aux progrès vers l'union économique et monétaire, à la coopération du Parlement Européen dans le cadre de l'art. 235 du Traité C.E.E., au Secrétariat politique et à la politique étrangère de la Communauté.

La Conférence a décidé de se réunir encore avant la Conférence au Sommet, le 18 septembre à Luxembourg pour faire le point sur la préparation de la Conférence au Sommet.

Les participants à la Conférence ont décidé de faire tous leurs efforts pour appuyer, par une action parallèle dans leurs parlements nationaux, l'action du Groupe démocrate-chrétien du Parlement Européen.

N o u v e l l e s b r è v e s

Election du président du groupe D.C.
M. LUCKER est réélu

Le 14 juin 1972, le groupe D.C. du Parlement européen a procédé, conformément aux dispositions du chapitre 3 de son règlement, à l'élection de son président et de son bureau. A bulletins secrets, Hans-August LUCKER (Allemagne) a été, à l'unanimité moins une abstention, réélu à la présidence pour une période de deux ans. MM. Bos (Pays-Bas), Colin (France), Giraudo (Italie), Kollwelter (Luxembourg) et Müller (Allemagne) ont été, par acclamation, réélus membres du Comité. Les autres membres du Bureau exécutif, désignés d'office, sont MM. Bersani (Italie), Furler (Allemagne), Lucius (Luxembourg), Schuijt (Pays-Bas), Poher (France) et Scelba (Italie).

Le Bureau a coopté les présidents de commission qui n'étaient pas en même temps membres du Bureau. Il s'agit de MM. Bertrand (Belgique, membre de la commission de l'association avec la Turquie), Brouwer (Pays-Bas, président de la commission juridique) et Springorum (Allemagne, président de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques).

Du 25 au 27 octobre, à Stuttgart, journées d'études du groupe D.C. du P.E.

Au cours de sa dernière réunion, à Strasbourg, le comité du groupe D.C. a confirmé la date et le lieu des prochaines journées d'études du groupe et proposé d'en faire porter les débats sur les thèmes suivants :

- Les problèmes monétaires actuels en liaison avec les problèmes commerciaux qui se posent dans la perspective des négociations sur le G.A.T.T. prévues pour 1973
 - La politique d'aide au développement et les résultats de la récente session de la C.N.U.C.E.D.
-

Les vues de M. Egon BAHR, secrétaire d'Etat aux Services de la Chancellerie fédérale d'Allemagne, sur le processus d'intégration européenne

Le 4 juin 1962, M. Egon BAHR, l'un des collaborateurs les plus proches du Chancelier fédéral BRANDT et pionnier de la politique à l'égard de l'Est de la Coalition SPD-FDP, a été interviewé au premier programme de la télévision allemande. Nous extrayons de cette interview les passages suivants, caractéristiques de la hiérarchie selon laquelle une personnalité proche du gouvernement fédéral actuel voit la politique à l'égard de l'Est et la politique relative à l'Europe:

- Gaus : "Pourquoi Bahr estime-t-il tellement importante la réunification nationale à l'issue de ce laborieux processus de progrès successifs ?"
- Bahr : "Je ne pense pas qu'il puisse, pour ce moment-là, exister un Etat fédéral européen au sein duquel les nations perdent leur identité."
- Gaus : "Et, à vrai dire, vous ne le souhaiteriez pas. N'avez-vous pas toujours estimé, au fond de vous-même, qu'il était heureux qu'il y eût de Gaulle ?"
- Bahr : "Je le considérais comme un réaliste en la matière."
- Gaus : "Supposons que vous ayez le choix entre l'Europe des patries, composée d'Etats-nations, et l'Europe qui aurait renoncé aux entités nationales. Supposons-le simplement Opteriez-vous pour la solution des Etats-nations ?"
- Bahr : "Oui, bien entendu, car le rapprochement énorme réalisé en direction de l'Europe de l'Est et de ses peuples y aurait sa place, alors que, pour l'autre solution, je crains, à tort, peut-être, qu'elle ne soit réalisable qu'au prix d'un éloignement dans ce domaine".
- Gaus : "Vous voulez dire que, dans la seconde solution, l'Europe de l'Est ne pourrait nous emboîter le pas ?"
- Bahr : "Oui."
- Gaus : "Cela implique-t-il aussi un ralentissement de la réalisation des idées qui avaient été avancées en Europe occidentale dans les années 50 ?"
- Bahr : "Dans la pratique politique, les idées des années 50 n'ont, vous le savez, plus cours sous cette forme. En effet, notre action actuelle constitue une forme caractérisée de coopération ayant pour objet l'union politique, mais non plus assortie de la supranationalité. Celle-ci, vous le savez, est rejetée par nos partenaires."

Réunion de l'U.E.D.C. les 10 et 11 juillet à Paris

Les 10 et 11 juillet 1972, le Bureau politique de l'U.E.D.C. (Union européenne des démocrates-chrétiens) se réunira à Paris au Sénat, pour étudier les questions relatives à la Conférence au sommet des Chefs d'Etat ou de gouvernement prévue pour octobre prochain.

Le vice-président Carlo SCARASCIA MUGNOZZA devant la commission de l'agriculture du P.E.

Le 8 mai 1972, M. SCARASCIA MUGNOZZA, vice-président de la Commission, successeur de M. MANSCHOLT en tant que commissaire chargé des questions agricoles, a, pour la première fois en cette

qualité, pris position, devant la commission de l'agriculture du P.E., sur les problèmes actuels de la politique agricole européenne. Il a annoncé que le "Rapport vert" européen sur l'agriculture ne pourrait être présenté pour juillet, par suite de la difficulté, due aux événements monétaires, de réunir une documentation valable sur la situation en matière de revenus.

M. SCARASCIA MUGNOZZA a l'intention de se rendre dans les quatre pays candidats à l'adhésion, pour s'informer sur place des problèmes agricoles qui s'y posent.

Les 7 et 8 juillet, à Bruxelles : colloque organisé par le C.E.P.E.S.S., en collaboration avec le C.I.D.C.I.D.

Les 7 et 8 juillet aura lieu, à Bruxelles, sous le thème de "L'Europe au tournant", un colloque organisé par le C.E.P.E.S.S. (Centre d'études économiques, politiques et sociales, Bruxelles) et le C.I.D.C.I.D. (Centre international démocrate-chrétien d'information, Rome). A l'ordre du jour figurent quatre sujets de rapport : "Les options fondamentales", "L'Europe dans le monde", "L'union économique et monétaire" et "Les institutions européennes".

L'U.E.J.D.C. a un nouveau président et un nouveau secrétaire général

Le 13 juin, l'Union Européenne des Jeunes Démocrates-Chrétiens (U.E.J.D.C.) a élu Alfredo DE POI (Italie) et Alain DE BROUWER (Belgique) aux postes respectivement de président et de secrétaire général du mouvement.

